



Communiqué de presse
Paris, 4 février 2026

- Sondage sur le Régime de Vichy -

Un sondage révèle que le regard des Français sur la collaboration et le maréchal Pétain s'est durci en 2026, mêlant condamnation et reconnaissance de responsabilité.

En 1993, 30 % des Français estimaient que le maréchal Pétain avait cherché à sauvegarder les intérêts de la France. En 2026, ils ne sont plus que 14 % à le déclarer aujourd'hui. L'Observatoire Histoire et Vie Publique a souhaité interroger les Français, en partenariat avec l'IFOP, sur leur analyse de la Collaboration, 76 ans après ces événements tragiques.

Le Régime de Vichy toujours plus au banc des accusés des Français en 2026

Alors que l'actualité paraît traversée par de vieux démons, les Français conservent un jugement sans appel sur le Régime de Vichy. Fait intéressant, ce jugement s'est même durci en trente ans. En 1994, 54 % des Français interrogés déclaraient que le gouvernement du maréchal Pétain fut complice des nazis. Ils sont, en janvier 2026, 62 % à l'affirmer. Ils ne sont plus que 11 % à préciser que ce régime « s'est efforcé de limiter le nombre de victimes » (contre 19 % en 1994).

Dans l'étude, 76 % des Français interrogés sont d'accord avec l'affirmation : « La France porte une part de responsabilité dans l'arrestation et la déportation des Juifs de France lors de la Seconde Guerre mondiale ». Ils sont 7 % à n'être pas du tout d'accord. Ce constat sans appel rejaillit fortement sur la figure du maréchal Pétain. 54 % des Français estiment que le « héros de Verdun » a trahi la France, contre 38 % en 1993. Seuls 11 % évoquent la possibilité « qu'il se soit trompé de bonne foi », contre 28 % en 1993.

Les Français appellent à un renforcement de l'enseignement et du travail de mémoire autour du Régime de Vichy

En 2026, les Français expriment clairement une volonté de renforcement de l'enseignement autour de la collaboration et du régime dirigé par Pétain. Pour 74 % d'entre eux, cet épisode mériterait d'être enseigné de manière plus approfondie au collège et au lycée. Ils sont, en outre, 69 % à estimer que la collaboration mérite une place plus importante dans la mémoire nationale.

« Plus jamais ça. Le jugement est sans appel pour le Régime de Vichy et son dirigeant. En trente ans, forts des travaux de commémoration, des recherches menées par les historiens et de l'enseignement, les Français portent un regard qui s'est sévèrement durci sur la

collaboration et le maréchal Pétain. Il nous revient de poursuivre ce travail de fond pour répondre aux attentes des Français », analyse Pierre Branda, historien et directeur de l'Observatoire Histoire et Vie Publique.

L'étude complète est disponible sur simple demande.

À propos de l'Observatoire Histoire & Vie Publique :

Le passé est omniprésent aujourd'hui dans la parole publique comme dans les médias, mais de quel passé parle-t-on ? Quelle utilité en a-t-on ? Est-ce que l'histoire influence encore vraiment nos contemporains ? Et de quelle manière ? Bref, comment mobilisons-nous réellement l'histoire, et notamment les plus jeunes d'entre nous ? **Les questions sont nombreuses tandis que manquent les réponses.** La Fondation Napoléon et ses partenaires mettent en place, à compter de 2024, l'Observatoire Histoire & Vie publique. Son but est de **collecter et de mettre à la disposition de la presse, des chercheurs et du public, les données nécessaires à l'analyse de la place de l'histoire dans la société.**

Aider à la compréhension des mouvements en cours dans la société est l'enjeu de notre Observatoire Histoire & Vie publique. Nous considérons en effet que notre rôle est d'élargir les connaissances sur la popularité de l'Histoire et de fixer des repères pour les acteurs du débat public ainsi que leurs audiences.

Pourvoyeur d'informations objectives, l'Observatoire n'ayant pas pour vocation de se poser en arbitre des débats sur l'utilisation de l'histoire. L'Observatoire Histoire & Vie publique travaillera en **toute indépendance et dans la neutralité**, s'appuyant sur des outils d'analyses fiables et reconnus par tous. Il bénéficiera de l'aide de la Fondation Napoléon pour sa mise en place, mais sa **démarche** est avant tout **participative**, car il souhaite fédérer autour de lui les principales organisations ou médias s'intéressant à l'histoire.

Contact presse :

Yannick Augrandenis

Tel : 06 87 06 77 33

Email : yannick.augrandenis@plead.fr